

Front du refus contre la réforme scolaire Vallaud-Belkacem

Article rédigé par *Denis Lensel*, le 07 mai 2015

L'ambitieuse ministre de l'éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem rêvait de faire parler d'elle : peu après avoir été annoncé, son projet de réforme du collège entraîne la mise en place d'un véritable front du refus contre ses mesures de dynamitage de la culture française et européenne.

Désormais, elle provoque des réactions de légitime défense venant de tous les horizons politiques. À force de passer à la moulinette les derniers pans du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire déjà malaxé par des décennies de démagogie d'État, ses initiatives destructrices donnent lieu à une levée de boucliers : il s'agit de préserver contre elle en particulier la possibilité de dispenser encore des cours de latin et de grec, langues souches de notre civilisation, respectivement langues de Cicéron, de César, de Virgile et de Sénèque ou de Saint Augustin, ainsi que de Platon, d'Aristote, d'Eschyle, Sophocle et Euripide.

Mais aussi de défendre la possibilité de donner des cours d'allemand, langue structurante, non seulement de Goethe, de Schiller, ainsi que de Kafka et d'Edith Stein, ces prophètes de la « Mittel Europa ». Serait-ce cela qui lui fait peur ? Ou l'ignore-t-elle ? On dit souvent que les barbares détruisent ce qu'ils ne comprennent pas, ou ce qu'ils ne connaissent pas...

Il paraît aussi que Mme Vallaud-Belkacem veut rendre facultatif l'enseignement des « Lumières »... Aurait-elle si peur de paraître peu lumineuse avec ses tristes ABCD de l'égalité de « genre » devant les théories des penseurs du XVIII^e siècle, théories certes contestables mais exprimées dans une langue restée claire et sujette à des débats dignes de ce nom ?

Même à gauche

Même à gauche, des voix s'élèvent pour critiquer sa démarche. Un proche de François Hollande, l'élusocialiste Julien Dray déclare que « la novlangue technocratique qui entoure cette réforme doit être abandonnée au profit de concepts simples ». Il prend le relais de l'ancien ministre de la Culture Aurélie Filipetti pour regretter la mise au rencart de l'enseignement chronologique de l'histoire, décidément honnie par les idéologues talibanesques héritiers de mai 68.

De son côté, François Fillon, qui fut ministre de l'Éducation nationale, demande la « suspension » de la réforme en tirant le signal d'alarme en ces termes : « Ce n'est pas parce que réformer l'école est difficile que ça justifie n'importe quoi »...

Désormais, la question est posée : comment arrêtera-t-on cette jeune personne qui occupe, sait-on pourquoi, le ministère de l'Éducation nationale, dans son entreprise d'arasement de l'instruction publique ?

Julien Dray a demandé à Mme Vallaud-Belkacem de « reprendre sa réforme ». Et plus de 150 parlementaires de l'UMP et de l'UDI ont signé une lettre ouverte au président de la République pour lui demander d'arrêter cette machine folle. Seront-ils entendus ?

Denis Lensel
